BLESSURES, PROCÈS, GAV ET CONVOCATION DU PRESIDENT DE L'USL:

UNE NOUVELLE ETAPE DE LA REPRESSION EST FRANCHIE

















































































Blessures, procès, GAV et convocation du Président de l'USL : une nouvelle étape de la répression est franchie

Mardi 14 mai, le lycée Maurice Genevoix de Montrouge était bloqué pour manifester en faveur de la paix à Gaza. Lors du blocus, trois lycéennes et deux lycéens ont été brutalement interpellé·es et placé·es en garde-à-vue. Un lycéen, frappé par les policiers, risque d'être amputé d'un doigt de pied. À ce jour, une lycéenne passera devant le tribunal des mineurs en juillet pour "organisation d'un rassemblement armé" et un autre devra effectuer des travaux d'intérêt général.

En tant que responsables syndicaux nationaux, nous étions de nouveau présent·es au rassemblement du lycée Maurice Genevoix ce vendredi 17 mai, toujours pour l'obtention d'une paix durable dans la bande de Gaza et pour dénoncer la répression subie par les élèves le mardi.

Deux lycéens ont été placés en garde-à-vue en raison de leur participation à la mobilisation. Aussi, Gwenn Thomas-Alves, président de l'Union Syndicale Lycéenne, a été violemment interpellé et emmené au commissariat. Il fait aujourd'hui l'objet d'une convocation par la police le vendredi 25 mai à 09h30 pour "outrages et dégradations en réunion", du fait d'un graffiti marqué lors du blocus. Ce qui est reproché est bien l'organisation et la participation à une action pour la paix à Gaza! Cette convocation et ces gardes-à-vue ne sont donc qu'un prétexte pour bâillonner l'expression des lycéen·nes mobilisé·es.

Nous condamnons unanimement cette convocation politique, qui s'inscrit dans ces multitudes de convocations pour faire taire les voix pour la paix, les violences policières subies par les lycéen·nes lors des blocus, tout comme la répression policière dont font l'objet les étudiant·es.

Notre mobilisation continuera pour un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt du massacre à Gaza.

À Paris, Le 23/05/2024

Les signataires du communiqué unitaire :

Syndicats:

Union syndicale lycéenne, AEB-SL, Confédération générale du travail (CGT), Fédération syndicale unitaire (FSU), IEL, MNL, Union syndicale solidaires, Solidaires étudiant·es, ULK, Unef, Union étudiante, UPL.

Partis politiques:

Génération·s, La France insoumise, Les écologistes – EELV, NPA L'Anticapitaliste, NPA Révolutionnaire, Parti communiste français, Parti socialiste, Parti ouvrier indépendant, PEPS, REV, Révolution permanente.

Associations et collectifs:

Attac, Ligue des droits de l'Homme, Urgence Palestine.

Organisations de jeunesse :

FJR, Jeune garde, Mouvement des jeunes communistes, Jeunes génération·s, Jeunes insoumis·es, Jeunes NPA L'Anticapitaliste, Jeunes NPA Révolutionnaire, Jeunes socialistes, Jeunes écologistes, PEPS Jeunes, Peule révolté, Le poing levé, RED Jeunes, REV Jeunes.